



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt**

**Arrêté préfectoral définissant le périmètre et les mesures de lutte au titre de 2026
contre la flavescence dorée et son vecteur dans le département de l'Aisne**

Le préfet de la région Hauts-de-France
préfet de la zone de défense et de sécurité Nord
préfet du Nord
chevalier de la Légion d'honneur
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le règlement (UE) 2016/2031 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 relatif aux mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux, modifiant les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 228/2013, (UE) n° 652/2014 et (UE) n° 1143/2014 et abrogeant les directives du Conseil 69/464/CEE, 74/647/CEE, 93/85/CEE, 98/57/CE, 2000/29/CE, 2006/91/CE et 2007/33/CE ;

Vu le règlement (UE) n° 2024/3115 du Parlement européen et du Conseil du 27/11/24 modifiant le règlement (UE) n° 2016/2031 en ce qui concerne les programmes de prospection pluriannuels, les notifications concernant la présence d'organismes réglementés non de quarantaine, les dérogations temporaires aux interdictions d'importation et aux exigences particulières à l'importation et l'établissement de procédures pour leur octroi, les exigences temporaires à l'importation pour les végétaux, produits végétaux et autres objets à haut risque, l'établissement de procédures d'inscription sur la liste des végétaux à haut risque, le contenu des certificats phytosanitaires et l'utilisation des passeports phytosanitaires, et en ce qui concerne certaines obligations d'information relatives aux zones délimitées et aux prospections sur les organismes nuisibles et modifiant le règlement (UE) n° 2017/625 en ce qui concerne certaines notifications de non-conformité ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L.201-4, L.201-8, L.251-10, L.250-20 et D.251-2-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 mai 2006 relatif aux exigences sanitaires des végétaux, produits végétaux et autres objets ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 17 juin 2020 relatif à la sélection, à la production, à la circulation et à la distribution des matériels de multiplication végétative de la vigne ;

Vu la consultation du public du 16 décembre 2020 au 10 janvier 2021 de l'arrêté ministériel du 27 avril 2021 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2024 homologuant le cahier des charges de l'appellation d'origine contrôlée « Champagne » ;

12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : www.hauts-de-france.gouv.fr

Suivez-nous sur : facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf

Vu l'arrêté ministériel du 27 avril 2021 modifié relatif à la lutte contre la flavescence dorée de la vigne et contre son agent vecteur ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 mai 2017 modifié relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté du 12 octobre 2022 portant nomination de monsieur Jean-Gabriel DELACROY, secrétaire général pour les affaires régionales de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté du ministre de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire en date du 25 février 2026 portant nomination de monsieur Jean-Michel POIRSON en qualité de directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Hauts-de-France par intérim à compter du 1er mars 2026 ;

Considérant que la flavescence dorée est une maladie fortement épidémique pour la vigne et qu'elle représente un danger pour la pérennité du vignoble champenois ;

Considérant la présence avérée de la cicadelle vectrice de la flavescence dorée (*Scaphoideus titanus*) dans le vignoble champenois ;

Considérant les résultats d'analyses officielles obtenus entre 2019 et 2025, positifs à la flavescence dorée et portant sur des échantillons provenant de ceps situés dans le département de l'Aisne ;

Considérant l'évaluation du risque sanitaire effectuée par les services du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF), et le Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne (CIVC), et soumis aux représentants locaux de la profession viticole dans le cadre de la commission de gestion du risque flavescence dorée qui s'est tenue le 27 janvier 2026 ;

Considérant que les propositions relatives au dispositif de lutte établies suites à l'évaluation du risque susmentionnée ont été approuvées à l'unanimité par la commission de gestion du risque flavescence dorée précitée ;

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Hauts-de-France par intérim ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

En application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 17 avril 2021 susvisé, relatif à la lutte contre la flavescence dorée de la vigne et son agent vecteur, des zones délimitées sont définies ; elles couvrent tout ou partie des communes listées en Annexe I. Les cartes précisant les zones délimitées sont disponibles en Annexe II et sur le site de la DRAAF Hauts-de-France.

Article 2

Tout propriétaire ou détenteur de vignes spontanées ou de vignes sauvages situées dans la zone délimitée est tenu de procéder à leur arrachage sur demande de la DRAAF. Tout propriétaire ou détenteur de vignes non cultivées situées dans la zone délimitée, caractérisées par l'absence manifeste de pratiques culturales telles que l'absence de taille ou l'absence de récolte, est tenu de

procéder à leur arrachage ou leur remise en culture sur demande de la DRAAF.

Article 3

Tout propriétaire ou détenteur de vignes situées dans la zone délimitée, autre qu'un matériel en pépinière viticole ou qu'une vigne mère de porte-greffe ou de greffons, participe, obligatoirement, personnellement ou par l'intermédiaire d'un représentant de son choix, aux opérations de surveillance collectives proportionnellement aux surfaces concernées dans la zone délimitée. Le Comité Champagne mobilise les exploitants viticoles de la zone délimitée pour en assurer une prospection exhaustive. Le Comité Champagne gère le dispositif de surveillance collective sous le contrôle de la DRAAF. Le Comité Champagne met en place un dispositif de suivi de la participation des viticulteurs à la surveillance. L'émargement des feuilles de présence est obligatoire. L'examen du dispositif de suivi de la participation des viticulteurs à la surveillance collective permet de qualifier la non-participation. Ce contrôle est sous la responsabilité de la DRAAF.

Article 4

Dans la zone délimitée, le contrôle de l'agent vecteur de la maladie, *Scaphoideus titanus*, est obligatoire. Il est réalisé par tous les propriétaires et exploitants de vigne au moyen d'un insecticide autorisé pour cet usage. Dans la zone délimitée, la stratégie de traitement comprend trois applications insecticides sur le périmètre jaune précisé sur les cartes en annexe. Les traitements sont réalisés suivant les dates déterminées par la DRAAF, suite aux résultats du dispositif de surveillance établi par la DRAAF et aux données d'observation du réseau de surveillance du parcellaire compilées par le Comité Champagne.

Dans le cas particulier de l'utilisation d'une spécialité commerciale homologuée pour l'usage « cicadelle de la flavescence dorée » avec la mention « Agriculture Biologique », il sera tenu compte par la DRAAF des spécificités techniques de ces spécialités commerciales. La DRAAF pourra adapter la stratégie de lutte lors de l'utilisation de ces spécialités commerciales. Les modalités et délais d'applications seront alors spécifiés lors de la diffusion des périodes d'intervention.

Ces mesures, propres à la lutte contre la flavescence dorée, ne permettent pas de déroger à l'ensemble des dispositions réglementaires en vigueur applicables à l'usage de produits phytopharmaceutiques précisées par l'arrêté ministériel du 4 mai 2017 modifié.

Article 5

Les matériels agricoles ayant effectué des opérations mécaniques dans des parcelles situées en zone délimitée, doivent obligatoirement et systématiquement être nettoyés, de sorte à éliminer tous les résidus végétaux du matériel, à la sortie de chacune des parcelles.

Article 6

Les ceps marqués lors des prospections décrites à l'article 3 ayant fait l'objet d'un prélèvement (cep porteur d'une étiquette avec un code échantillon) ne peuvent être arrachés qu'à partir du 30 octobre et après obtention d'un résultat d'analyse négatif vis-à-vis du phytoplasme de la flavescence dorée. Les résultats d'analyse sont publiés sur le site du Comité Champagne.

Tout cep de vigne identifié comme infecté par la flavescence dorée (résultat d'analyse positif) fait l'objet d'une notification officielle par la DRAAF (SRAL). Les propriétaires ou détenteurs du cep procèdent à sa destruction ou à son arrachage le plus tôt possible après réception de la notification, de sorte à empêcher toute repousse. Ils en avertissent la DRAAF (SRAL) en retournant leur attestation d'arrachage dûment remplie.

Toute parcelle ou partie de parcelle présentant un taux cumulé de plus de 20% sur trois ans de ceps symptomatiques et confirmée positive suite à un résultat d'analyse officielle doit être intégralement arrachée le plus tôt possible de sorte à empêcher toute repousse. La date limite d'arrachage ne peut être postérieure au 31 mars suivant la découverte des symptômes. Le contrôle des arrachages est sous la responsabilité de la DRAAF.

Article 7

Dans la zone délimitée, tous les plants utilisés lors de la plantation d'une nouvelle vigne ou lors du remplacement des ceps absents doivent être traités à l'eau chaude, sauf s'ils remplissent les deux conditions suivantes :

- les pépinières dont sont issus les plants sont situées en zone exempte de flavescence dorée ;
- les porte-greffes et les greffons constituant les plants sont issus de vignes-mères situées en zone exempte ou traités à l'eau chaude.

Ces exigences, propres à la lutte contre la flavescence dorée, ne permettent pas de déroger aux dispositions supplémentaires prévues dans les réglementations relatives aux plantations et remplacements de vignes, lorsque celles-ci s'appliquent, notamment l'article 13 du règlement UE 2019/2072 relatif au passeport phytosanitaire et l'arrêté du 25 janvier 2024 homologuant le cahier des charges de l'appellation d'origine contrôlée « Champagne ».

Article 8

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 et R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille – 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 Lille Cedex – dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 9

L'arrêté préfectoral du 06/03/2025 définissant les mesures de lutte contre la flavescence dorée dans les communes de Barzy-sur-Marne, Passy-sur-Marne et Trélou-sur-Marne est abrogé.

L'arrêté préfectoral du 06/03/2025 définissant les mesures de lutte contre la flavescence dorée dans les communes de Crouttes-sur-Marne est abrogé.

Article 10

Le secrétaire général pour les affaires régionales, la préfète de l'Aisne, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Hauts-de-France, les maires des communes listées en Annexe 1, le directeur départemental de la sécurité publique de l'Aisne et le commandant du groupement de gendarmerie de l'Aisne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la région Hauts-de-France et de la préfecture de l'Aisne et affiché dans les mairies de listées en Annexe 1.

Fait à Lille, le **19 MARS 2026**



Bertrand GAUME

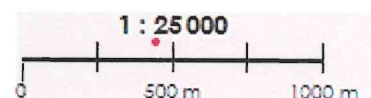
Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr. Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.

Annexe 1 : liste des 6 communes en zone délimitée Flavescence dorée 2026

Barzy-sur-Marne
Trélou-sur-Marne
Passy-sur-Marne
Fossoy
Celles-les-Condé
Monthurel

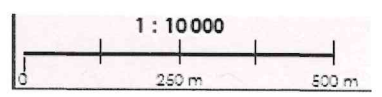
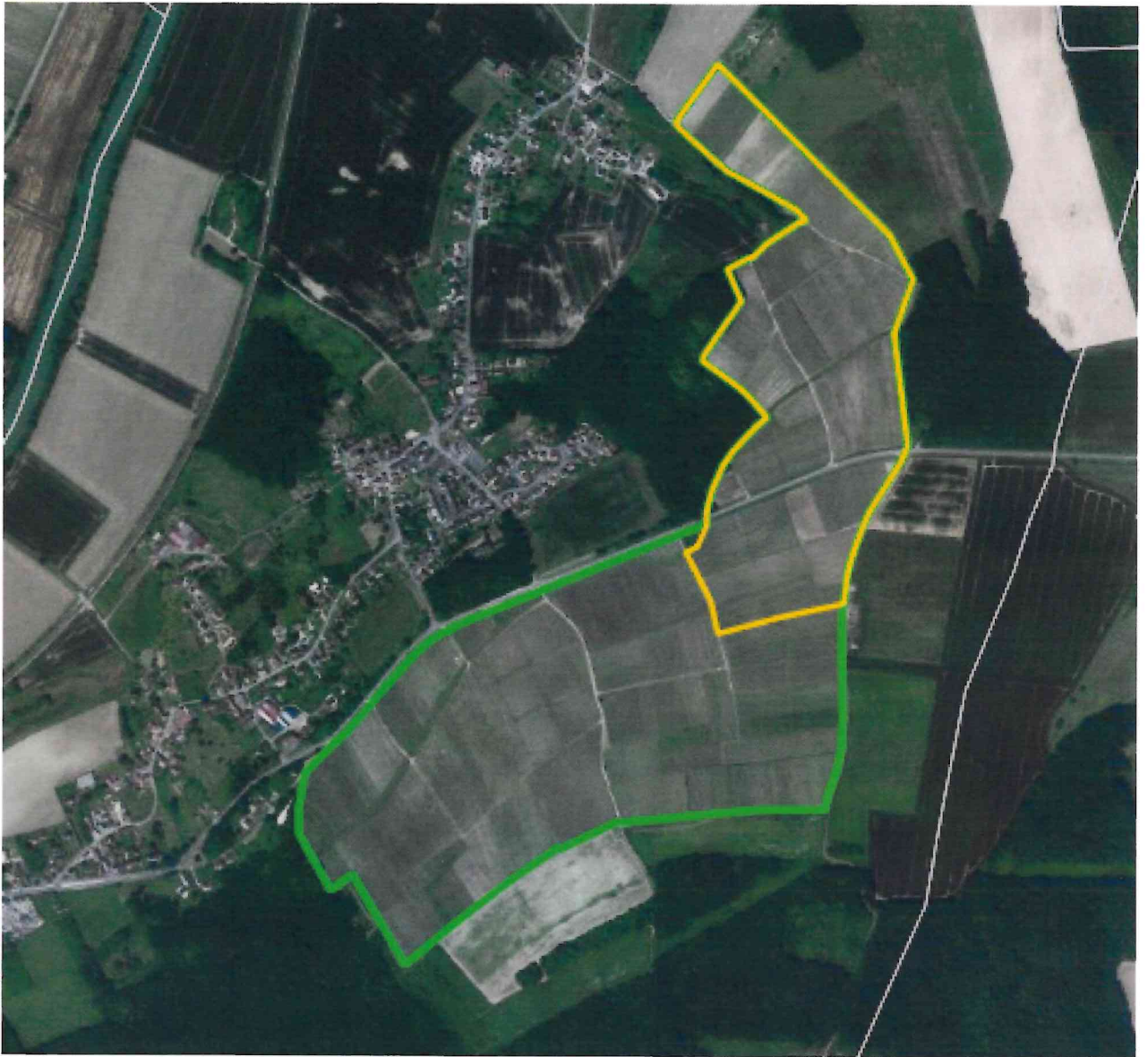
Annexe 2 a : Zone délimitée 1 : Barzy-sur-Marne / Trélou-sur-Marne / Passy-sur-Marne

-  Zone délimitée – Périmètre large de surveillance
-  Zone délimitée – Périmètre de traitement insecticide



Annexe 2 b : Zone délimitée 2 : Fossoy

-  Zone délimitée – Périmètre large de surveillance
-  Zone délimitée – Périmètre de traitement insecticide



Annexe 2 c : Zone délimitée 3 Celles-les-Condé / Monthurel

 Zone délimitée – Périmètre de traitement insecticide et de surveillance obligatoire

